Un éloge catholique de la tolérance en 1600 : le commentaire de l'édit de Nantes par Pierre de Beloy

*A Catholic eulogy of toleration in 1600: Pierre de Beloy's commentary on the edict
of Nantes*

Patrick Cabanel

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/3766>

DOI : 10.4000/abpo.3766

ISBN : 978-2-7535-7536-3

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 30 mars 2018

Pagination : 25-31

ISBN : 978-2-7535-7491-5

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Patrick Cabanel, « Un éloge catholique de la tolérance en 1600 : le commentaire de l'édit de Nantes par Pierre de Beloy », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 125-1 | 2018, mis en ligne le 30 mars 2020, consulté le 06 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/3766> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/abpo.3766>

Un éloge catholique de la tolérance en 1600 : le commentaire de l'édit de Nantes par Pierre de Beloy

Patrick CABANEL

Directeur d'études à l'EPHE

L'édit de Nantes, entré de longue date dans la « légende » de la construction à la française du pluralisme religieux, a pourtant fait, à chaud, beaucoup de déçus et d'opposants, comme il est de règle pour les textes de compromis. Cette déception a été étudiée pour les protestants et certains de leurs leaders, peut-être moins pour les catholiques qui pouvaient certes se réjouir de voir le catholicisme imposé partout dans le royaume, et là surtout où les pouvoirs protestants locaux l'avaient interdit (ainsi à Nîmes ou La Rochelle), mais devaient aussi se résoudre à voir inscrites dans la loi la perte de l'unité religieuse, la liberté pour l'« erreur » de subsister et d'être protégée, la durable possibilité pour des sujets du roi de n'être pas ses coreligionnaires (c'est le début d'une « séparation » entre le politique et le religieux qui avait beaucoup d'avenir¹...). Aussi les différents parlements du royaume, celui de Paris comme ceux de province, ont-ils regimbé avant d'enregistrer l'édit et tenté de le « gratter » ou réécrire à la marge, ce qui fait que le texte vérifié à Paris en février 1599 et qui a eu force de loi était un peu moins favorable aux protestants que le document signé fin avril 1598 à Nantes, ou que le parlement de Rouen a attendu 1609 pour le vérifier dans son ressort...

Plusieurs libelles ou commentaires se sont efforcés, devant l'opinion catholique, de plaider pour l'édit et la nouvelle situation qu'il organisait en France. Certains ont des accents qui ne sont pas sans évoquer ceux d'un Pierre Bayle, un siècle plus tard, dans son *Commentaire philosophique sur ces paroles de Jésus-Christ : « Contrains-les d'entrer »*. De même que les juges n'ont jamais fait rompre un contrat de société de biens entre marchands sous prétexte que ces derniers seraient de religions différentes, de même devrait-on pouvoir appliquer cette règle à cette société

---

1. CHRISTIN, Olivier, *La paix de religion. L'autonomisation de la raison politique au XVI^e siècle*, Paris, Seuil, 1997.

de biens qu'est un royaume, écrit Guillaume Ribier dans *Sur l'Edict du mois d'Avril 1598 publié le xxv. Fevrier 1599*². Il n'est pas juste, sous prétexte de confessions distinctes, de dénier à son prochain « toute communication d'amitié et de société parmi nous, refuser ses aides au bien commun de la République, bref lui vouloir ôter les plus belles marques de citoyen et de compatriote³ ». Un autre libelle de 1599, dont l'auteur est resté anonyme, *De la concorde de l'Estat par l'observation des Edicts de pacification*, plaide pour ces édits :

« Ce sont les lois par lesquelles nonobstant la discorde des religions qui est en un royaume, on tire une bonne harmonie et une bonne correspondance entre les sujets pour le bien public, c'est l'observance des lois par laquelle un prince guide et conduit son État au port du repos et de salut, nonobstant les séditions, les orages et les tempêtes qui se peuvent élever entre ses sujets, ce sont les lois par lesquelles il lie, il astreint, il enserme son peuple sous le joug de concorde et les fait conspirer au bien public, sous un même désir et volonté⁴. »

À côté de ces libelles, je voudrais insister sur le gros travail de Pierre de Beloy, *Conférence des édits de pacification des troubles émus au Royaume de France, par le fait de la religion* (1600) : l'épître à Henri IV est du 21 février 1600, l'achevé d'imprimer du 8 mars, soit un an presque jour pour jour après l'enregistrement par le parlement de Paris. L'ouvrage se recommande aussi du fait de la position personnelle de son auteur, Pierre de Beloy (vers 1540-1613). Ce juriste, catholique modéré, qui vit dans une ville, Montauban, pourtant marquée par la violence religieuse et la force du parti huguenot, a perdu trois frères dans des combats contre les protestants. Il est resté continûment fidèle à Henri IV, comme il l'a prouvé à deux reprises, contre la bulle d'excommunication du pape Sixte V, en 1585⁵, et contre la Ligue et les Guise – publiant en 1587 (rééd. en 1593 et 1594) *De l'autorité du roy, et crimes de leze majesté, qui se commettent par ligues*. Il l'a payé de quatre ans d'emprisonnement⁶. Il avait intitulé son *Examen du discours publié contre la Maison royale de France* (1587) : *Par un catholique, apostolique, romain, mais bon François & tres fidèle sujet de la Couronne de France*.

Son commentaire « colle » de près à la pensée d'Henri IV et vise à désarmer l'opposition catholique à l'édit. À toutes fins utiles, il rappelle qu'il est normal que l'article 3 impose le rétablissement universel de la religion catholique et opère une inégalité de traitement avec la protestante, puisque « la première ne peut être bornée ni limitée, d'autant que Jésus-Christ a

2. *Sur l'Edict du mois d'Avril 1598 publié le xxv Fevrier 1599*, s.l., s.d., p. 28.

3. *Ibid.*, p. 10.

4. *De la concorde de l'Estat par l'observation des Edicts de pacification*, Paris, Pierre De Label, 1599, p. 40.

5. *Moyens d'abus, entreprises et nullitez du rescrit et bulle du Pape Sixte V^e du nom, en date du mois de septembre 1585*, Colloigne, Herman Jobin, 1586.

6. BENECH, Raymond Osmin, *Pierre de Beloy, conseiller du roi et avocat général au Parlement de Toulouse*, Toulouse, Douladoure, 1855.

voulu que la voix de ses disciples fût entendue dans tout l'univers⁷ », alors que les hérésies sont nécessairement locales, à preuve leur nom, souvent lié au lieu de leur naissance (et de citer Albigeois et pauvres de Lyon). Il est normal que l'article 14 interdise le protestantisme dans Paris, qui est « *communis parta* de tous les Français, comme était anciennement Rome », si bien que l'exercice de la RPR dans la ville causerait un scandale général. Quant à la liberté de conscience et de culte des protestants, Beloy rappelle que les articles concernés sont pour la plupart extraits des édits de pacification de 1570 et 1577 et qu'ils sont même moins « licencieux » [libéraux] et moins « amples », pour ce qui est du culte, que ceux de 1561 et 1576 : « Ce qui peut servir de réponse à l'envie et calomnie que les ennemis du Roi ont voulu jeter sur sa Majesté, sous prétexte de cette permission. »

Il n'est évidemment pas question de toucher à l'orthodoxie de la foi catholique ; mais voilà, commente Beloy : nos péchés ont fait que des milliers d'âmes ont écouté une autre doctrine que celle de l'Église ; et tout le sang versé n'a pu empêcher la multiplication du nombre de ces âmes. À quoi ont servi quarante ans de batailles, « et à icelles joint l'accident de l'an mil cinq cent soixante et douze » (la Saint-Barthélemy...), sinon à faire empirer le mal⁸ ? *De la concorde de l'Estat...* disait pareillement que le rêve du retour à une unité religieuse parfaite conduirait à « parricider [sic] un million de concitoyens et se résoudre à voir mourir ses frères, ses parents et ses amis⁹ ». La vraie religion, poursuit Beloy en citant Lactance, ne se maintient ni ne se conserve par les armes, les guerres, les divisions des hommes. Esaïe, en décrivant la venue du Christ, n'a pas promis un « preneur et ruineur de villes » ou semeur de discorde, mais le dieu de paix¹⁰. Dès lors,

« La nécessité du repos et de la chose publique a désiré et désire encore la permission et licence contenue en ce notre édit, d'autant que la paix et la tranquillité nous est très nécessaire en cet État, et que cette-ci ne peut être sans telle permission : partant nous disons hardiment que l'ordonnance de telle permission est juste, vu qu'elle est nécessaire, et [il] est à croire pour l'honneur de la dévotion de notre Roi, et de ses prédécesseurs, Charles 9 et Henry 3, que n'ayant pu ce qu'ils eussent voulu pour la gloire de Dieu, ils ont fait semblant de vouloir ce qu'ils ont pu. [...] Et pour vrai ceux qui encore en sous-main pensent et murmurent entre les dents, attendant l'occasion de retrancher à ce peuple errant¹¹, cette liberté de conscience, montrent qu'ils sont dépourvus de sens, ou veulent établir leur grandeur à la ruine de leur patrie et du Royaume. »

---

7. BELOY, Pierre de, *Conférence des edicts de pacification des troubles esmus au Royaume de France...*, Paris, L'Huillier et Jamet Mettauer, 1600, fol. 142 v°. Une édition numérisée est accessible sur le site de l'université de Toulouse : tolosana.univ-toulouse.fr/notice/075571080. Je donne les citations dans une orthographe et une ponctuation normalisées.

8. *Ibid.*, fol. 153 v.

9. *De la concorde de l'Estat...*, *op. cit.*, fol. 11.

10. *Ibid.*, fol. 45.

11. Qui se trouve dans l'erreur.

La violence physique ne vaut rien contre l'esprit, ajoute Beloy dans cette phrase magnifique :

« Il est impossible de dominer sur les consciences par choses corporelles : d'autant que les hommes se persuadent que la servitude de conscience est impossible à supporter, à cause qu'elle gît en la plus excellente et noble partie de l'homme, et celle qui est la plus approchante de Dieu, savoir l'âme. »

Si donc la guerre doit être continuée, que ce soit sous la forme de la controverse théologique :

« Il nous faut changer les armes d'acier en celles de papier, et les glaives de nos soldats et capitaines en leçons de la foi, et ès glaives de l'esprit, qui sont les vrais baudriers de vérité, les halecrets [armures] de la justice, et les heaumes de salut : tous outils dont les anciens rois, bons serviteurs de Dieu, ont vaincu le diable et les autres adversaires de l'Église. À l'exemple desquels princes, notre roi pacifique, attendant que Dieu ait touché le cœur des séparés de l'union de l'Église Cath. Apostol. Rom. [sic], leur permet de vivre, sans être recherchés ni molestés pour le fait de la religion en leurs consciences, pourvu qu'ils se comportent au surplus comme bons citoyens et fidèles sujets¹². »

Cette dernière phrase, en vérité parfaitement fidèle au préambule de l'édit, délégitime les espoirs des protestants dans quelque dimension irrévocable du texte. L'édit ne fait que mettre fin à une période de désordre, et organiser un provisoire (celui de la tolérance accordée à la minorité religieuse) qui, un jour, prendra fin, mais pas par la violence : par la conviction et l'adhésion – les « armes de papier ». Le roi, en effet, n'a nullement voulu « à jamais et sans fin autoriser deux religions en France » :

« Nous allons montrer à vue d'œil que ces mots *Perpétuel et irrévocable*, qui sont en cet édit, ne portent, ni peuvent porter ou comprendre autre chose, que ce qui était ès précédents : savoir que l'exercice de cette religion durera, et sera tolérée en ce royaume, jusques à ce que la cause cesse, et que ceux qui en font profession seront mieux instruits ou convaincus en leurs consciences par le saint Esprit, d'erreur et d'hérésie. Et que S.M. veut seulement en ces mots, *palam profiteri* [affirmer publiquement] et protester, qu'il n'a intention ni entend altérer pour son regard, ou diminuer jamais la volonté et ferme résolution qu'il a, de tenir son peuple en le repos, pour le fait de la religion, par cette permission, tant que la cause d'icelle durera¹³. »

Fallait-il, en attendant que « la "cause cesse", interdire l'exercice public du protestantisme, tant ce serait scandale que de voir un autel face à un autre autel, interroge Beloy? » Mais défendre cette thèse, c'est être ennemi secret du roi et du bonheur du royaume : car « nulle religion ne peut subsister que par des cérémonies et quelque exercice extérieur¹⁴ ». C'est distinguer, et garantir, ces deux libertés bien dissemblables que la loi de séparation, en 1905, a unies dans son article premier : liberté de conscience *et* libre exercice

12. *Ibid.*, commentaire de l'article 6 de l'édit, fol. 100 v-103 v, *passim*.

13. *Ibid.*, fol. 38 v et 39.

14. *Ibid.*, fol. 109 v.

du culte. Interdire les cérémonies du protestantisme, poursuit Beloy, c'est courir le risque de favoriser cette république qu'est l'athéisme, source de désordre et de dissolution dans les monarchies, ou bien de voir se multiplier conventicules et assemblées secrètes, autre source de désordre. Il faut permettre aux protestants de s'assembler à la vue de tous, et espérer sans se lasser que la persuasion et l'évangélisation les ramèneront à l'Église.

Il n'est pas vrai, poursuit l'auteur qui, lui aussi, semble annoncer ici Pierre Bayle, que la diversité de religions apporte des tumultes dans l'État : l'Empire du Turc souffre quinze à vingt sectes chrétiennes, outre les juifs et les persans, et il n'en a pas moins étendu sa domination. Du reste, il ne s'est jamais vu dans l'histoire que tous aient été d'une même loi et foi : l'Égypte, Babylone, la Perse, ont dû souffrir les juifs, Rome a dû souffrir les chrétiens. La France souffrira donc les protestants¹⁵ : *souffrir*, le vrai sens de *tolérer*, à cette époque.

Et il ne faut pas s'étonner de les voir si attachés à l'article 27 de l'édit, qui leur ouvre toutes les charges, après que les édits pris sous François I^{er} et Henri II les eurent tellement privés de dignité, à l'exemple des hérétiques de jadis, « qu'ils semblaient retranchés de la cité, et tenus pour membres gâtés et corrompus en la république [l'État] ». En fait, selon Beloy, si le protestantisme est toléré (mais non pas approuvé¹⁶), et si les siens peuvent explicitement accéder aux charges et offices, c'est « de peur que sous ombre d'icelle [religion], ne se glissent quelques autres sectaires, pour vivre en toute licence en autre religion, et par conséquence qu'on ouvre la porte aux Anabaptistes, Luthériens, Adiaphorites, Puritains, Antinomes, Enthusiastes et autres ». La religion prétendue réformée est celle « qui pour le bien de paix y est tolérée, contenue en la confession des assemblées de ceux qui en font profession, et qui dès les premiers troubles l'ont présentée et baillée par écrit à nos rois, et qui sont reçus en leurs assemblées publiques¹⁷ ». Le *xix^e* siècle aurait dit, plus simplement, que le protestantisme est désormais un *culte reconnu*, premier privilège, majeur, eu égard à l'interdit qui continue à peser sur d'autres Églises – ou « sectes », pour reprendre ce mot.

Dans une longue conclusion, Beloy élargit son propos pour déplorer la présence continue de la guerre dans l'humanité, alors même que Dieu a fait l'homme faible précisément pour qu'il soit sociable.

« De fait, pour faire reconnaître à l'homme qu'il a été créé sur terre pour être un animal sociable, et qu'il doit par nécessité se tenir joint et uni à son prochain, duquel il aurait besoin à toute heure, et à toutes occurrences, Dieu créateur de toutes choses l'a formé et créé désarmé, impuissant, inutile et infirme, afin qu'il reçût tout son être, son bien, son accroissement, de la main d'autrui, naissant et paraissant tel à sa première vue, qu'on ne peut espérer qu'il vienne en sa perfection, s'il est abandonné des autres hommes. [...] Il est nourri de la miséricorde de ses plus proches, il est institué le plus souvent par les étran-

---

15. Commentaire des articles 7 à 11 de l'Édit, *ibid.*, fol. 118 v-123.

16. *Ibid.*, fol. 201 v.

17. *Ibid.*, fol. 201 v-202.

gers : en somme il n'a rien du sien, et qu'il n'ait reçu du reste des hommes. D'ailleurs, quand il est parvenu en la fleur de sa force, ce n'est rien, et ne lui faut qu'une heure d'un jour, pour le rendre inutile à soi-même, et faire que ce fier lion, ou ce château, qui peut-être pensait être invincible, sera contraint de supplier à mains jointes quelque misérable femmelette de l'assister, le secourir et le servir. Et même étant allègre et sain, s'il considérait le besoin qu'il a d'être assisté des autres, il haïrait discorde à mort ; se conserverait avec plus d'union, de discorde et d'amitié avec un chacun. Car à vrai dire, où sera le Monarque et le Potentat, quelque puissant qu'il soit, qui pour vivre n'ait affaire des laboureurs, des bergers, des artisans, des nautoniers, gagne-deniers, en un mot des mille et mille conditions de personnes, qui sont moins que lui et au-dessous de lui. Dont il peut apprendre que Dieu l'a élevé si haut, afin qu'il voie et juge de tant plus à combien de qualités de personnes sa vie, son être et son maintien sont obligés, pour passer cette pérégrination misérable, et que les autres qui sont encore moins que lui, reconnaissent à son exemple que nul ne peut vivre qu'avec la communion, l'union, l'harmonie et l'accord de tout le monde, et que même les haineux des hommes périraient à l'instant, sans la société, liaison et le soutien des autres. C'est donc pour résolution, la pédagogie et première science naturelle de l'homme, qu'il ne pourrait ni saurait subsister que par l'union, la concorde, la paix et l'intelligence qu'il avec les autres hommes. Tellement qu'il faut dire que tout ce qui brise, casse, gâte, diminue et anéantit cette si sainte liaison, cette concorde, cette paix, est ennemi et destructeur de la nature¹⁸. »

Vision chrétienne de l'homme, mais que l'on pourrait tout aussi bien trouver sous la plume d'un philosophe, ou d'un militant laïque aujourd'hui, voire d'un sociologue. Même le roi n'échappe pas à cette loi universelle de la réciprocité des besoins et des nécessaires concorde et société. Banalités, certes, mais qui prennent beaucoup de sens à être redites au sortir de dizaines d'années de violence religieuse et de guerres civiles. On comprend la joie de Beloy en concluant son étude : c'est comme si le règne de mille ans était advenu, avec la restauration de l'ordre voulu par Dieu.

« Voici donc, Français, notre loi d'amnésie, notre loi d'oubliance, d'abolition et générale suppression des injures que les uns avons faites aux autres. Voici un général pardon et rémission de tout ce en quoi sa Majesté et le public pourraient durant notre discorde avoir été offensés en nos actions. Voici le rétablissement du règne de Dieu parmi nous. Voici la restauration de son Église Ste Catholique Apostolique Romaine, partout où elle avait été opprimée en ce royaume¹⁹. Voici notre loi de concorde, notre loi d'union et pacification. Bénissons Dieu qui l'a inspirée au cœur de notre Roi, et reconnaissons que par icelle nous pouvons être restitués si nous voulons nous y soumettre, et rétablis sous les lois impolues [non souillées] de nature, sous les lois de l'humanité, sous les préceptes et les enseignements de Jésus-Christ ; vrai et seul restaurateur de la charité, qui se doit échauffer et nourrir parmi nous, sous le doux et agréable nom de paix, sous la courtoise modestie, sous la sacrée et sainte candeur, et sous l'amour de nos prochains, tant recommandée de Dieu²⁰. »

18. *Ibid.*, fol. 318-319.

19. Cette seule phrase suffit à rappeler que tolérance n'est pas laïcité...

20. *Ibid.*, fol. 312 v.

RÉSUMÉ

Au lendemain de l'entrée en vigueur de l'édit de Nantes, un juriste catholique montalbanais, hostile à la Ligue, Pierre de Beloy, publie *Conférence des édits de pacification des troubles émus au Royaume de France, par le fait de la religion* (1600). Ce commentaire du texte de l'édit, article après article, se réjouit de la restauration du catholicisme en France mais justifie la liberté (certes limitée) d'exercice public du culte donnée aux protestants et leur accès aux fonctions publiques, et plaide avec ferveur pour la paix de religion et la pluralité des confessions, pensée comme provisoire, il est vrai, dans le royaume.

ABSTRACT

*After the coming into force of the edict of Nantes, a Montalbanese Catholic jurist, hostile to the League, Pierre de Beloy, published the *Conférence des édits de pacification des troubles émus au Royaume de France, par le fait de la religion* (1600). This commentary of the text, article by article, welcomed the restoration of Catholicism in France but justified the (limited) freedom of public exercise of worship given to Protestants and their access to public office, and fervently pleaded for the peace of Religion and the plurality of confessions, thought to be provisional, indeed, in the kingdom.*